

EXPLICATIONS SUR L'EXPULSION DU 3 RUE PAUL MAZY

Comme vous l'avez peut-être remarqué, il y a eu de l'activité cette semaine au 3 rue Paul Mazy. Les locaux, laissés vides et sans activité depuis un certain temps suite à la fermeture de Cocelec, étaient habités depuis vendredi 5 septembre par un groupe de personnes sans logement et désirant faire de cet endroit un lieu d'activités gratuites et ouvertes sur le voisinage (ateliers bois, couture, vélos, projections et discussions, repas de quartier...).

Mais les spéculateurs immobiliers préfèrent les espaces vides aux espaces de vie.

Lundi 8 septembre vers 19 heures, le propriétaire des bâtiments, la SCI Salto représentée par Frédéric Lefèvre, spéculateur immobilier comme il y en a tant, a fait intervenir la police. Une Officière de Police Judiciaire (matricule 1127129) est donc venue effectuer les constats nécessaires et s'est retirée avec ses collègues sans engager d'expulsion, les habitant-e-s occupants les lieux depuis plus de 48 heures.

Mais les spéculateurs immobiliers n'ont pas de scrupules.

Mercredi 10 septembre à l'aube, un camion-benne a défoncé le portail et une dizaine de forcenés à la solde du propriétaire se sont introduits dans la cour et les bâtiments, munis de barres de fer et accompagnés de chiens, pour s'en prendre violemment aux habitant-e-s des lieux et tenter de les expulser par la force. Ces mercenaires, à la fois employés de la société de maçonnerie SNCR et de la boîte de sécurité B.A.C. (Boudraf Artiges Cherif), n'ont pas lésiné sur la force physique et les menaces verbales, brisant au passage le mobilier et les volets de la maison de gardien où dormaient les habitant-e-s.

Avertie par les voisin-e-s, qui par ailleurs se sont mobilisé-e-s pour nous soutenir et tenter de s'interposer, la police n'est intervenue que 20 minutes plus tard, sans pour autant mettre un terme aux pratiques manifestement illégales du propriétaire et de ses sbires. La capitaine de police, Madame Grégo, à nouveau dépêchée sur place n'a pas jugé nécessaire de rappeler au propriétaire les procédures légales dans ce genre de circonstances. Se rendant complices de l'agression et ne cherchant pas à prémunir les habitant-e-s de nouvelles violences, les policiers se sont ensuite retirés.

Vers 11 heures, de nouveaux véhicules et de nouveaux hommes de main du propriétaires se sont ajoutés aux premiers, rendant la situation réellement angoissante pour les habitant-e-s, qui ont préféré quitter les lieux, avec la seule garantie de pouvoir revenir récupérer leurs affaires plus tard (seul résultat positif de l'intervention policière).

Nous, qui avons tenté de faire vivre les bâtiments du 3 rue Mazy, restons marqué-e-s par la violence de cette agression. Nous regrettons de ne pouvoir participer à la vie de votre quartier. Nous tenions à vous expliquer ce qui s'est produit à deux pas de chez vous, afin de ne pas laisser sans conséquences des actes qui n'ont rien de légitime et ne doivent pas être banalisés.

Nous dénonçons les pratiques mafieuses des promoteurs immobiliers et la complicité des autorités à l'égard de ceux qui possèdent tout, au préjudice de ceux qui n'ont pas grand chose de plus que la volonté de changer la société dans laquelle nous vivons toutes et tous. Nous dénonçons le parti pris de la Mairie de jouer, encore une fois, le jeu de la spéculation immobilière, en dépêchant sur place sa responsable des affaires domaniales, Madame Morel, qui s'est empressée d'arracher à notre insu les affiches adressées au voisinage pour l'inviter à nous rencontrer.

Les spéculateurs immobiliers oeuvrent à la destruction de nos espaces de vie, ils font de l'argent en faisant mourir nos petites échopes et nos petits cafés de quartiers, nos vieux bâtis, nos jardins et nos friches, seuls espaces où subsiste encore un semblant de vie sauvage, pour les remplacer par des grands ensembles, des surfaces commerciales, des immeubles de bureaux aux façades lisses et froides, des espaces publics désertifiés et artificiels où personne ne veut plus prendre le temps de s'asseoir avec ses voisins...

Ce qu'il s'est passé mercredi au 3 rue Mazy, ce n'est pas seulement l'expulsion légitime d'insupportables squatter/euses, mais la mise à mort d'une tentative d'apporter d'autres manières de se rencontrer, d'échanger et de vivre ensemble...

Nous sommes tristes de vous annoncer que nous ne pourrons pas être vos voisin-e-s dans l'immédiat, parce que la violence du système dans lequel nous vivons en a encore une fois décidé autrement. Pour autant, nous ne désarmons pas et espérons pouvoir vous inviter bientôt dans notre nouveau chez-nous pour poursuivre avec vous nos efforts dans la perspective de construire un meilleur vivre-ensemble.

Nous vous souhaitons tout le meilleur et espérons vous rencontrer bientôt dans de meilleures circonstances.

Vous pouvez nous contacter dès maintenant :

06.05.88.26.72

paulmazy@riseup.net

Les temporaires occupant-e-s du 3 rue Paul Mazy



*Les employés de la SNCR
défoncent le portail*



*Les hommes de main du propriétaire
s'attaquent aux habitant-e-s*